



DOSSIER DE PRESSE

NO NATURE
NO
FUTURE

**POUR SAUVER LE CLIMAT
REPRENONS LA MAIN
SUR LES ENTREPRISES
FOSSILES EUROPÉENNES :
CRÉONS UN FONDS
DE SOUVERAINETÉ
ÉCOLOGIQUE EUROPÉEN**

«Nous n'atteindrons jamais la neutralité carbone dans les temps avec des demi-mesures. **Il ne nous est plus possible d'ignorer le coût environnemental, social et économique de notre inaction climatique : il est prohibitif.** Lors de la précédente mandature, les Écologistes ont mené la bataille au Parlement européen pour nous sortir de cette impuissance collective. Le Green deal ou encore la reconnaissance du crime d'écocide font partie des victoires que nous avons arrachées. Il faut aller plus loin. Il faut aller plus vite.

Les intérêts de court terme des entreprises fossiles européennes entrent en contradiction frontale avec l'intérêt général. C'est aussi simple que ça. Les entreprises pétrolières continuent de poser des bombes climatiques sur l'ensemble de la surface du globe. Pourquoi subventionner ce qui nous tue à petit feu (330 milliards en 2022) ? L'argent public peut et doit être mobilisé à meilleur escient. **La décarbonation est notre affaire à toutes et à tous.** Pour reprendre notre destin en main, pour réencaster les activités humaines dans les limites planétaires et renouer avec une souveraineté énergétique synonyme d'indépendance géopolitique, tout commence par là : reprenons le contrôle des entreprises fossiles européennes.»

Marie Toussaint
Tête de liste des Écologistes pour les élections européennes

«Notre modèle économique est shooté aux fossiles. On est accros, on aura toujours une bonne raison pour vouloir un nouveau projet, mais, à long terme, ça nous rend malades. Nous devons sortir de la dépendance aux énergies fossiles si nous voulons préserver les conditions de vie sur Terre. Mais ne nous leurrons pas, les majors ne sont absolument pas impliqués dans la transition de leurs modèles vers les renouvelables. **Une intervention politique est nécessaire, à tous les échelons, pour stopper cette plongée vers l'abîme.**

En France, les Écologistes déposeront en avril, dans le cadre de la niche parlementaire, une proposition de loi à mon initiative visant à réguler les projets d'exploration et d'exploitation dans le secteur ainsi que les financements par les banques. **Nous voulons stopper la machine à cash qui alimente les énergies fossiles.**

L'échelon européen sera indispensable pour accroître la pression sur les entreprises pétrogazières. Leurs actions coûtent moins cher que ce qui nous attend en dépenses publiques si nous restons dans l'inaction climatique. Alors menons le combat dès maintenant dans toutes les arènes parlementaires.»

Cyrielle Chatelain
Présidente du groupe Écologiste à l'Assemblée nationale

LA MESURE EN UNE PHRASE

Créer un fonds de souveraineté écologique européen afin de reprendre le contrôle stratégique des entreprises fossiles européennes les plus émettrices, en rachetant la majorité de leurs actions, les contraindre à aligner leurs stratégies avec l'Accord de Paris et soutenir ainsi les investissements pour un mix énergétique 100% renouvelable d'ici 2040 en Europe.

CHIFFRES CLÉS

AUCUN

des majors pétro-gaziers européens n'a une stratégie commerciale alignée avec l'Accord de Paris

330

MILLIARDS D'EUROS

de subventions européennes aux énergies fossiles en 2022

260

MILLIARDS D'EUROS

annuels JUSTE POUR LA FRANCE pour faire face à l'inaction climatique (dans un scénario à +3,5°C)

100

MILLIARDS D'EUROS

à la valeur actuelle du marché, pour reprendre la majorité du capital des 6 entreprises pétro-gazières européennes les plus polluantes*

*TotalEnergies, Eni, Repsol, OMV Petrom, Orlen, Wintershall Dea

UNE PÉTITION EN LIGNE

La liste des Écologistes pour les élections européennes a lancé une pétition en ligne pour soutenir la création d'un fonds de souveraineté écologique et sensibiliser le grand public à l'impact sur les factures d'énergie des citoyens et citoyennes de l'inaction climatique des entreprises pétro-gazières.

bit.ly/petition-fossiles



CONTEXTE

LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE NOUS EXHORTE DE SORTIR DES ÉNERGIES FOSSILES AU PLUS VITE : STOPPONS LES POLLUEURS !

L'Union européenne s'est donnée pour objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Pour tenir cette ambition et tenter de rester sur une **trajectoire de réchauffement mondial de +1,5°C**, la communauté scientifique exhorte les politiques de sortir des énergies fossiles au plus vite. **L'AIE appelle ainsi, depuis 2021, les énergéticiens à renoncer à tout nouveau projet d'exploration pétrolière ou gazière.** Or, les acteurs privés des énergies fossiles poursuivent l'exploration de nouveaux forages.

A titre d'illustration, selon le référencement de CarbonBombs¹, le français TotalEnergies est impliqué dans le déploiement de 23 **bombes climatiques** (gisement de combustibles fossiles dont l'exploitation des réserves encore disponibles émettra au moins un milliard de tonnes (une gigatonne) de CO₂ avant de s'épuiser), l'italien Eni dans 6 (principalement en Asie), l'espagnol Repsol dans 4. A titre d'exemple, **TotalEnergies consacre 10 milliards d'investissement pour le pipeline EACOP** (East African Crude Oil Pipeline), le plus grand projet de pipeline chauffé au monde traversant l'Ouganda et la Tanzanie. EACOP c'est 34,3 millions de tonnes de CO₂ par an.

Ces entreprises ne font plus que ralentir l'action pour le climat, elles nous plongent délibérément vers l'abîme.

Selon ReclaimFinance², **aucun des majors pétro-gaziers n'a un plan de production, des**

flux de trésorerie et un mix énergétique lui permettant de suivre une trajectoire 1,5°C et de répondre aux recommandations de l'AIE. Aucun n'investit suffisamment dans la transition énergétique. Selon une étude Greenpeace³, **les entreprises pétrolières européennes dédient en moyenne seulement 7% de leurs dépenses d'investissement vers des solutions renouvelables**⁴. Si le fleuron TotalEnergies clame dédier 30% de ses investissements dans les solutions «bas-carbone», c'est qu'il intègre dans cette catégorie les énergies non-renouvelables telles que le gaz. En réalité, pour chaque dollar investi dans les combustibles fossiles, moins de 33 cents est investis dans les énergies renouvelables durables⁵. Or, sans ces investissements, aucune filière industrielle européenne des renouvelables ne peut se mettre en place durablement. **L'Europe doit devenir la championne de la filière industrielle des renouvelables !**

Il s'agit également d'un impératif pour le **pouvoir d'achat**, car ralentir la transition se traduit par un accès à l'énergie de plus en plus coûteux pour les citoyen·nes et une inflation structurellement alimentée par une dépendance aux énergies fossiles. Car, les renouvelables sont désormais plus compétitives que les fossiles : l'énergie solaire photovoltaïque et l'éolien terrestre coûtent respectivement 30% et 50% moins cher que les combustibles fossiles (Agence internationale pour les énergies renouvelables, 2023).

1. <https://www.carbonbombs.org/>

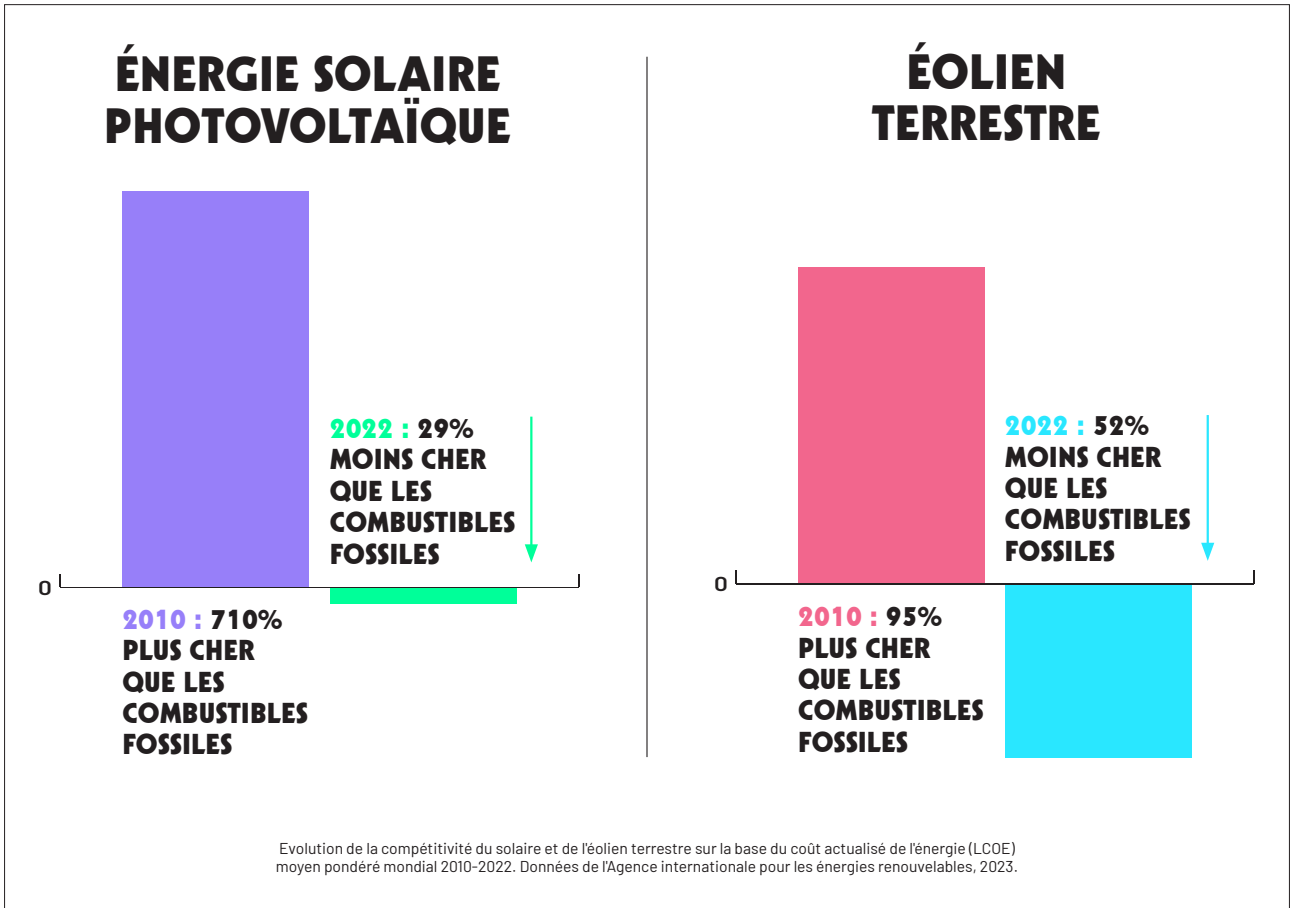
2. <https://reclaimfinance.org/site/evaluation-de-la-strategie-climatique-des-compagnies-petrolieres-et-gazieres/>

3. The Dirty Dozen, the Climate Greenwashing of 12 European Oil Companies, EnergyComment Hamburg x Greenpeace, 2023

4. Solutions bas-carbone non controversées. Les majors intégrant souvent des solutions controversées (ex : CCS) et non-renouvelable (ex : le gaz intégré chez TotalEnergies dans les solutions bas-carbone)

5. <https://reclaimfinance.org/site/evaluation-de-la-strategie-climatique-des-compagnies-petrolieres-et-gazieres/> et TotalEnergies_Sustainability-Climate-Workshop_2024

6. IRENA (2023), Coûts de la production d'énergie renouvelable en 2022, Agence internationale pour les énergies renouvelables



Agir pour le climat est aussi une question de **sécurité** pour l'Europe, car nos achats de pétrole et gaz russes alimentent une machine de guerre aux portes du Vieux continent ainsi que des régimes autoritaires tels que l'Azerbaïdjan, l'Arabie Saoudite ou le Qatar. Notons que **TotalEnergies n'a toujours pas cédé la totalité de ses actifs en Russie** : l'entreprise reste

actionnaire de Novatek, le numéro deux du gaz russe ainsi que de l'usine de liquéfaction du gaz Yamal LNG en Sibérie occidentale et d'Arctic LNG 2, en construction dans l'Arctique russe. Elle vend toujours 4 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) russe, fléchés principalement vers les Européens.

NOTRE PROPOSITION

POUR UNE BANQUE DU CLIMAT EUROPÉENNE AVEC DE VRAIS MOYENS POUR AGIR SUR LE VERDISSEMENT DE L'ÉCONOMIE

Pour atteindre la neutralité carbone, l'Europe doit investir massivement dans les énergies renouvelables, en soutenant les filières industrielles (éoliennes, photovoltaïque). La Banque européenne d'investissement (BEI) doit donc véritablement devenir une **Banque européenne du Climat**, dotée de moyens financiers ambitieux pour faire sortir l'UE des énergies fossiles. Selon les traités, la BEI a pour mission de *«contribuer, en faisant appel aux marchés des capitaux et à ses ressources propres, au développement équilibré et sans heurt du marché intérieur dans l'intérêt de l'Union ... (elle) facilite ... le financement ... (de) projets d'intérêt commun pour plusieurs États membres, qui, par leur ampleur ou par leur nature, ne peuvent être entièrement couverts par les divers moyens de financement existant dans chacun des États membres»*.

Face à l'urgence, la BEI doit donc agir activement pour donner des perspectives économiques robustes aux acteurs des renouvelables. Elle a d'ailleurs pris l'engagement

d'aligner toutes ses nouvelles opérations avec l'Accord de Paris.

Mais au-delà de cette action d'investissement, l'action européenne doit aussi être de reprendre la main sur les entreprises européennes pétro-gazières qui n'alignent pas leurs stratégies avec l'Accord de Paris à travers une **stratégie d'activisme actionnarial**.

Pour cela, la BEI doit aller beaucoup plus loin en matière d'investissement en capital que les actions menées actuellement par le Fonds européen d'investissement (FEI) afin d'être pleinement au service de la réalisation des objectifs climatiques européens. D'autant plus que la BEI est responsable devant le Parlement européen.

Ce dernier a fait pression sur la Commission et le Conseil en 2019 pour faire advenir le Pacte vert : passons à la prochaine étape, en dotant l'UE des outils financiers pour sortir des fossiles.

CRÉER UN FONDS DE SOUVERAINETÉ ÉCOLOGIQUE POUR EXTIRPER LES FOSSILES DES ÉCONOMIES EUROPÉENNES :

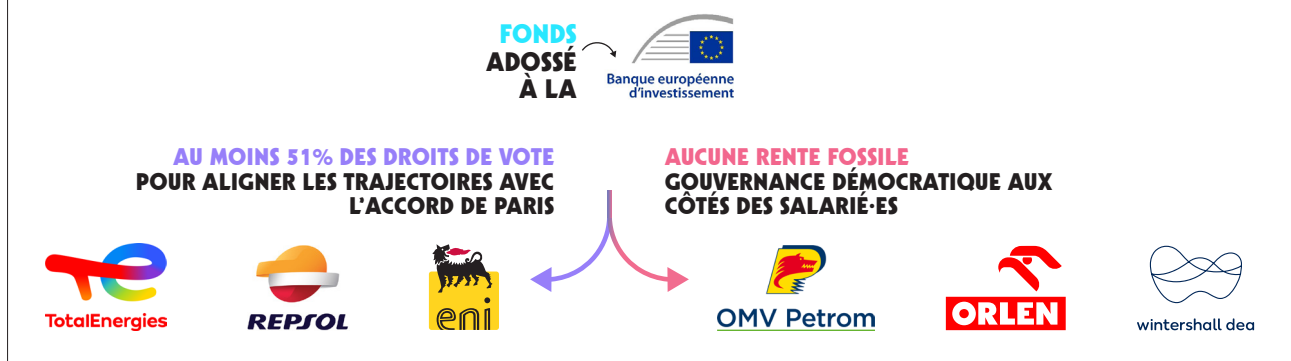
Nous proposons ainsi donc de créer **un fonds de souveraineté écologique européen** afin de **reprenre le contrôle stratégique sur les entreprises fossiles européennes les plus émettrices**, les contraindre à aligner leurs stratégies avec l'Accord de Paris, soutenir ainsi les investissements pour un mix énergétique **100% renouvelable d'ici 2040** en Europe (l'objectif des Écologistes étant plus ambitieux que celui de la Commission européenne) et tenir le cap d'une énergie propre et accessible à tous-tes les Européen-nes.

Concrètement, ce fonds prendra une **participation majoritaire**⁷ (51% des droits de vote) au sein des entreprises pétro-gazières

européennes les plus émettrices (TotalEnergies, Eni, Repsol, OMV Petrom, Orlen, Wintershall Dea) à travers une offre publique d'achat pilotée par la BEI afin de les remettre sous contrôle démocratique, d'assainir la structuration capitaliste en facilitant l'action les investisseurs engagés pour le climat (ex : Follow This⁷) et de forcer l'alignement de leurs activités commerciales avec les impératifs climatiques. Ce fonds de souveraineté écologique européen permettra ainsi de mettre fin aux rentes fossiles.

La valeur actuellement sur les marchés financiers pour devenir majoritaire des 6 entreprises fossiles les plus polluantes au sein de l'UE est de l'ordre de **100 milliards**.

FONDS DE SOUVERAINETÉ ÉCOLOGIQUE



Tout d'abord, cet argent existe puisque les Etats européens ont distribué en 2022, **330 milliards d'euros de subventions aux énergies fossiles**. Bien qu'une grande partie de ces aides, notamment en France, aient permis de soutenir les consommateurs européens face à l'augmentation du coût des mobilités, l'absence

de ciblage de ces aides à la pompe est à déplorer face aux besoins d'investissement dans les renouvelables. Nous soutenons d'ailleurs au niveau européen la création d'un droit à une énergie propre et une tarification sociale de l'énergie afin de lutter contre la précarité énergétique.

7. Aux côtés des puissances publiques, des salariés actionnaires et des investisseurs engagés pour le climat qui croient dans la transformation de l'entreprise et souhaitent rester au capital pour infléchir sa trajectoire vers un alignement avec l'Accord de Paris. Si les règles (françaises uniquement) imposent à tout actionnaire qui détient 30% d'une société cotée de faire une OPA sur l'ensemble, notre ambition est d'agir en coalition avec les actionnaires engagés.

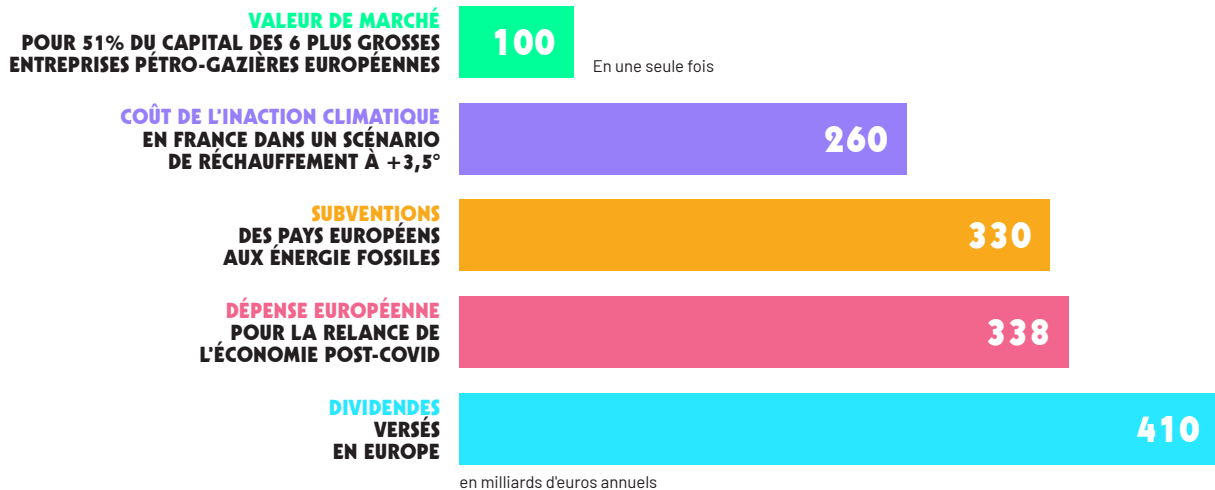
Ensuite, ce prix ne reflète pas le coût environnemental et la finitude des énergies fossiles : demain, les actifs fossiles deviendront des **actifs échoués** sans valeur financière. Nous pouvons donc faire baisser le prix d'achat de cette majorité du capital en sonnant la fin des dividendes climaticides grâce à une stratégie réglementaire européenne ambitieuse, avec notamment des amendes importantes pour les entreprises dont les plans de transition climatique ne sont pas à la hauteur.

Enfin, ne pas agir pour le climat a un coût bien plus supérieur : celui du **coût de l'inaction**. Rien que pour la France, l'ADEME, dans un rapport de décembre 2023 estime le coût macroéconomique des risques climatiques à 10 points de PIB, soit **260 milliards annuels juste pour la France dans un scénario à +3,5°C**

(dont notamment les coûts de gestion des catastrophes naturelles, baisse des rendements agricoles, coûts liés à la montée du niveau de la mer)⁸.

Opérationnellement, la BEI pourra faire reposer le financement de l'opération à travers des émissions obligataires ciblées sur ce mandat de banque du climat qui agit pour le verdissement de l'économie et qui reprend la main sur les actifs bruns. Le fonds de souveraineté écologique européen pourra ainsi bénéficier de la bonne confiance des marchés de la BEI (note de crédit triple A par toutes les agences de notation). Enfin, la BCE peut être associée à la sécurisation financière de cette opération (refinancement préférentiel, quantitative easing, émission de monnaie volontaire sur la partie des infrastructures à démanteler).

LE COÛT DE L'INACTION EST SUPÉRIEUR AU PRIX DES ACTIONS !



Comparatif du montant d'investissement nécessaire à la mise en oeuvre du fonds de souveraineté écologique avec d'autres dépenses annuelles réalisées en France ou en Europe. Données en milliards d'euros annuels issues des données publiques sur la valorisation des entreprises cotées en bourse, des travaux de l'Institut Rousseau et de l'Ademe. Le fonds de souveraineté vise une acquisition de 51% des droits de vote des 6 entreprises pétro-gazières européennes les plus polluantes, aux côtés des Etats-membres ou des salariés lorsque ces derniers sont déjà au capital des sociétés.

8. ADEME, Les risques climatiques et leurs coûts pour la France : une évaluation macroéconomique, décembre 2023

UNE STRATÉGIE D'ACTIVISME ACTIONNARIAL AU NOM DE L'UE, COMPLÉMENTAIRE DES PROPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES DES ÉCOLOGISTES POUR SORTIR DES FOSSILES

Le programme des Écologistes pour les élections européennes présente un continuum de mesures réglementaires pour sortir l'Europe des énergies fossiles, articulé autour trois leviers principaux :

- **FAIRE PAYER LES POLLUEURS !**

- Instaurer un **ISF climatique** européen pour **taxer la fortune et les investissements polluants** (patrimoines financiers placés dans des actifs fossiles) des plus riches de chaque Etat-membre.

- **BRISER LES LIAISONS DANGEREUSES ENTRE LE SECTEUR FINANCIER ET LES INDUSTRIES FOSSILES**

- Sortir de la finance européenne des actifs carbonés, en mettant dans un premier temps en place des ratios stricts : **tout investissement d'1€ dans les actifs bruns doit être articulé avec l'investissement de 6€ dans les actifs verts** afin d'inverser les équilibres en matière de gestion d'actifs par les banques et acteurs financiers.
- **Verdir la politique monétaire européenne** et engager la BCE vers des **taux différenciés** et des mesures prudentielles (ex : niveaux de fonds propres pour se refinancer) afin de soutenir le financement de projets verts (et de transition) et pénaliser les projets bruns (carbonés ou toxiques) par les banques.
- **Prévenir le risque d'une crise financière** consécutive à l'inaction climatique des entreprises fossiles en créant un **fonds de défaillance public européen** pour reprendre la main sur les actifs fossiles survalorisés à haut risque (actifs échoués), assainir le bilan des banques et libérer les capacités de financement pour les acteurs de la transition.

- **ENGAGER LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES POLLUEURS**

- Réviser et renforcer les critères ESG auxquels sont soumis les acteurs financiers et les contraindre à formaliser des plans de transition climat sur lesquels leur **responsabilité civile** pourra être engagée.
- **Renforcer le régime européen de responsabilité environnementale** pour reconnaître la responsabilité des pollueurs quant aux pollutions diffuses, dont les gaz à effet de serre.



CONTACT

Benjamin Roudet : Attaché de Presse
benjamin.roudet@ecologie2024.eu - 06 09 83 29 17